



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR
TSA 51369
83083 Toulon Cedex

Lot 1 Prestations de maintenance des installations électriques Haute Tension et Onduleur du siège de la Caisse d'Allocations Familiales du Var

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

NUMERO DE L'ACCORD-CADRE : ACPA 25-01

1. GENERALITES	3
1.1. Objet de l'accord-cadre	3
1.2. Santé et Sécurité au Travail	3
2. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
2.1. Lieux d'exécution des prestations	4
2.2. Accès aux Locaux et Conditions d'intervention	4
2.2.1 Dépannage et astreinte	4
2.2.2. Délais d'Intervention et de remise en service	5
2.3. Personnel du Titulaire	5
2.4. Contenu des Rapports	6
2.4.1. Rapport de prise en charge	6
2.4.2. Rapports de vérifications	6
2.4.3. Rapports d'intervention corrective	6
2.4.4. Compte rendu d'activité / plan de progrès	6
3. CONSISTANCE DES PRESTATIONS	7
3.1. Nature de la Maintenance - Généralités	8
3.1.1. Prestations à prix global et forfaitaire	8
3.1.2. Prestations complémentaires hors forfait	10
3.2. Maintenance des Installations Electriques Haute Tension et Onduleur	11
3.2.1. Prestation 1 : Equipements électriques HTA	11
3.2.2. Prestation 2 : Onduleur(s)	11
3.2.3. Contrôles réglementaires	12

1. GENERALITES

1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent CCTP a pour objet la maintenance préventive et corrective des installations électriques Haute Tension et Onduleur du siège de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Ce marché prévoit également l'adjonction ou le remplacement de matériel sur des sites existants ou sur de nouveaux sites si besoin.

Le présent marché qui engage le titulaire vis-à-vis de la Caisse d'Allocations Familiales du Var est à **obligation de résultat**.

Les obligations en matière de résultat sont les suivantes :

- garantir la meilleure durabilité de ces installations
- garantir la continuité de service

Les principales missions confiées au titulaire sont :

- la maintenance préventive systématique et conditionnelle
- la maintenance corrective (de niveau 1 à 4)
- l'astreinte
- la fourniture des petites fournitures et des produits consommables nécessaires à la maintenance courante
- l'approvisionnement des pièces détachées
- l'assistance technique et le conseil auprès de la Caisse d'Allocations Familiales du Var
- la tenue des documents de maintenance et de suivi

Pour ce faire, le titulaire :

- fournit le personnel ainsi que l'ensemble des outillages individuels et spécifiques nécessaires à l'accomplissement des tâches contractuelles
- gère la sous-traitance éventuelle
- gère et contrôle l'approvisionnement des consommables et des pièces détachées
- fournit toute assistance technique à la Caisse d'Allocations Familiales du Var

Le titulaire doit être à même :

- d'établir les premiers éléments de diagnostic
- de rétablir le fonctionnement normal des installations dans le cas d'un défaut
- de faire intervenir le personnel qualifié dans l'ensemble des techniques concernées par le contrat

1.2. SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Le titulaire se conformera aux dispositions réglementaires applicables en matière de santé et sécurité au travail lors de l'intervention d'une entreprise extérieure dans une entreprise utilisatrice, et notamment les dispositions réglementaires prévues aux articles R 4511-1 à R 4515-11 du code du travail.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des équipements utilisés par ses équipes et en a la charge de la garde continue lors de toutes ses interventions. Ainsi, toutes caisses à outils, véhicules ou autres équipements, doivent être fermés en permanence sur le site et ne pas être accessibles pour toute personne tierce au présent marché (cette énumération n'est pas exhaustive).

Le titulaire devra en tenir compte et prévoir toutes les protections nécessaires, tant pour la poussière que pour le bruit excessif.

Les contrôles ou maintenance effectués devront être réalisés en tenant compte des spécificités particulières des services, et notamment de la zone d'accueil du public et de la plateforme téléphonique.

Le titulaire est parfaitement informé de l'état et de la consistance des installations dont il doit assurer la maintenance.

2. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

SITE	ADRESSE	SHON
CAF de Toulon – Loubière	75 Chemin de la Loubière 83000 Toulon	8 765 m ²

Les installations sont détaillées dans les inventaires fournis en annexe 1 du présent CCTP. Ces inventaires sont donnés à titre indicatif et doivent faire l'objet d'une vérification à la prise en charge, conformément à l'article 2.4.1 du présent CCTP.

2.2. ACCES AUX LOCAUX ET CONDITIONS D'INTERVENTION

Quel que soit le type d'intervention effectué sur un site de la Caisse d'Allocations Familiales du Var, le titulaire est dans l'obligation de :

- Fournir un planning annuel des interventions, précis à la journée dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'accord-cadre
- Avertir le représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var de toute modification de planning, à minima 48h avant la date d'intervention initiale
- Signaler sa présence, dès son arrivée, auprès du poste de surveillance ou du responsable du de la Gestion des Moyens. Sur le site de la Loubière, un badge visiteur permettant l'accès aux espaces concernés sera fourni en début d'intervention et devra être restitué à la fin de l'intervention
- Informer le représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var de son départ et préciser si son intervention est clôturée ou si un nouveau passage est à prévoir
- Emarger le registre de sécurité

Il est également précisé que, sur le Loubière, aucun stationnement n'est mis à la disposition du titulaire par la Caisse d'Allocations Familiales du Var. Le titulaire devra donc organiser ses interventions suivant cette contrainte.

2.2.1 Dépannage et astreinte

Le titulaire doit assurer les interventions, en cas de panne ou de trouble de fonctionnement relayé par le service de télésurveillance ou par un représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var. En conséquence, il est tenu de mettre en place un service **24/24h 7/7j** pourvu de moyens de communication appropriés qui assurera :

- la gestion et le traitement des demandes
- la traçabilité des demandes

2.2.2. Délais d'Intervention et de remise en service

Le titulaire doit assurer les interventions, en cas de panne ou de trouble de fonctionnement, **dans un délai de 24 heures pendant les heures ouvrables (7h00 - 18h00) sauf pour les opérations de levées d'observation en lien avec les contrôles réglementaires nécessitant des coupures électriques générales, qui se réaliseront en dehors des heures d'exploitation des bâtiments.** Ce délai est décompté à partir de la demande de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Dans le cas d'une défaillance qui mettrait en péril la sécurité des biens et des personnes ou la continuité de service, le titulaire a l'obligation d'intervenir, **sous un délai de 2h**, à compter de la demande.

Le délai de remise en service des installations est de **4 heures**, pour toutes les installations. Ce délai est décompté à partir de l'arrivée sur place de l'équipe de dépannage.

En cas d'impossibilité technique (due aux matériels) de réparer, le titulaire informera immédiatement la Caisse d'Allocations Familiales du Var et prendra les mesures nécessaires pour préserver la sécurité des biens et des personnes, si besoin.

Si l'intervention nécessite des travaux non prévus au forfait, le titulaire établira un devis dans un délai maximum de 2 jours ouvrés suivant la demande d'intervention. Un bon de commande formalisera impérativement les travaux, objet du devis avant réalisation.

Dans l'éventualité d'une panne pouvant mettre en cause la continuité du service, la sécurité des biens ou des personnes, le titulaire informera immédiatement par mail ou téléphone la Caisse d'Allocations Familiales du Var. Il procédera ensuite au remplacement immédiat des pièces ou matériels défectueux, sans bon de commande préalable.

Il devra, dans les 5 jours qui suivent la remise en route des matériels remplacés, faire parvenir à la Caisse d'Allocations Familiales du Var le devis correspondant aux travaux exécutés.

Il devra conserver sur le site pour contrôle, les matériels défectueux qui sont à l'origine des travaux.

Dans le cas où la continuité du service n'est pas remise en cause, l'exécution des travaux nécessite un accord préalable écrit de la Caisse d'Allocations Familiales du Var, suivant la même procédure que décrite précédemment.

2.3. PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents de la Caisse d'Allocations Familiales, lors des opérations, et doit doter son personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant, des équipements de protection individuels.

Tous les salariés du titulaire, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter un badge spécifique de leur fonction comportant la raison sociale de l'entreprise et prévenir de leur venue le correspondant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Aucun agent ne sera admis s'il ne porte pas son badge ou n'est pas identifié dans la liste du personnel fournie par le titulaire.

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande correction et discrétion, et chaque salarié pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de la Caisse d'Allocations Familiales avec son badge parfaitement visible.

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, du respect des consignes (de sécurité, d'accès) et de son personnel.

Le personnel du titulaire est l'ensemble des personnels intervenant au titre du présent accord-cadre, qu'il s'agisse de son propre personnel, de celui de ses cotraitants ou de ses sous-traitants. Ces personnels doivent disposer des compétences, habilitations et formations nécessaires à la réalisation des prestations dues dans le cadre du présent accord-cadre.

La Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve le droit d'interrompre temporairement ou définitivement toute intervention qui ne serait pas en accord avec les dispositions ci-dessus.

2.4. CONTENU DES RAPPORTS

2.4.1. Rapport de prise en charge

Dans les **deux mois qui suivront la prise d'effet**, le titulaire devra effectuer un état des lieux du matériel et le soumettre à la validation de la Caisse d'Allocations Familiales du Var par l'intermédiaire de son référent nommé pour le suivi de la prestation.

Dans le cadre d'une remise tardive des documents, les pénalités prévues au CCAP du présent accord-cadre seront appliquées.

2.4.2. Rapports de vérifications

La réalisation et le résultat des opérations de maintenance feront l'objet systématiquement de rapports de vérification, à transmettre à la Caisse d'Allocations Familiales du Var dans un délai de 48h à compter de la fin des opérations de maintenance.

Ce document mentionnera :

- La date et le créneau horaire de l'opération de maintenance ;
- Les matériels concernés dans le cadre de l'opération et leur localisation exacte ;
- Les examens, inspections, essais et contrôles effectués ;
- Les observations relevées (anomalies constatées, usure de certains organes, risque de détérioration, intervention supplémentaire à prévoir, ...) ainsi que le suivi des observations ;
- Les opérations de maintenance correctives effectuées ;
- Les travaux de mise en conformité jugés nécessaires (modifications – extensions) ;
- La nomenclature à jour du matériel existant ;
- Le nom du vérificateur et de l'intervenant.

Ce rapport est de préférence dématérialisé.

2.4.3. Rapports d'intervention corrective

Toute intervention corrective donne lieu à un compte-rendu rédigé par le titulaire sous format papier et/ou électronique, à transmettre à la Caisse d'Allocations Familiales du Var dans un délai de 48h à compter de la fin des opérations de maintenance corrective.

Ces rapports d'intervention mentionnent obligatoirement la date et les heures de début et fin de l'intervention, sa nature et les pièces détachées utilisées.

Le rapport est émargé par le personnel de l'entreprise ayant réalisé l'intervention.

2.4.4. Compte rendu d'activité / plan de progrès

Un rapport annuel portant sur l'année civile écoulée sera réalisé par le titulaire et remis au correspondant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var, dans le mois qui suit la fin de l'exercice. Ce document comprendra pour l'exercice écoulé :

- ✓ Le bilan détaillé des interventions préventives et correctives réalisées
- ✓ Des propositions d'amélioration en termes financiers, organisationnels, qualitatifs et techniques.
- ✓ Le rapport environnemental évoqué en article 14 du CCAP

Une réunion technique de suivi sera organisée annuellement en présence des représentants du titulaire.

Cette réunion aura pour objectif d'effectuer un point sur :

- l'ensemble des prestations réalisées
- les informations contenues dans les documents de maintenance, d'information et de suivi établis par le titulaire
- les demandes, observations ou suggestions que la Caisse d'Allocations Familiales du Var ou son assistant pourrait éventuellement formuler

Au cours de cette réunion, le titulaire présentera son rapport annuel, sachant que le titulaire devra diffuser ce rapport au-moins une semaine avant la tenue de la réunion.

3. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le titulaire nommera un interlocuteur référent pour la mise en œuvre des prestation concernées, qui sera le point de contact principal de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Le titulaire s'engage à assurer :

- La maintenance préventive et corrective de niveau 1 à 4 des installations électriques haute tension et de l'onduleur
- La maintenance de l'onduleur de l'infrastructure solaire
- Des travaux complémentaires sous forme de bons de commande émis par la Caisse d'Allocations Familiales du Var (maintenance hors P2, ajouts de matériels, modification d'installations...

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat : ses prestations permettent le maintien en état normal de fonctionnement de l'ensemble des équipements objet du présent accord-cadre et garantissent à la Caisse d'Allocations Familiales du Var son obligation de continuité de service public.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil : il doit signaler au représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var, par écrit, toute anomalie constatée dans la conception des installations et proposer des solutions en vue d'améliorer leur sécurité et signale les anomalies auxquelles il ne peut remédier dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire dans le cadre de son obligation générale de conseil, d'information et de recommandation, préconise les évolutions nécessaires afin de garantir la conformité des installations à la réglementation en vigueur,

Il a **l'obligation de signaler tout changement dans la réglementation**, impliquant ou non des modifications du système en place et des installations.

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à causer le minimum de gêne dans le fonctionnement de services. Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir et évacue les déchets liés à la maintenance.

A l'issue de chaque intervention, préventive ou corrective, le titulaire a l'obligation de signer le registre de sécurité du bâtiment concerné. Un rapport d'intervention est remis au représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var par courrier électronique conformément à l'article 2.4 du présent CCTP.

3.1. NATURE DE LA MAINTENANCE - GENERALITES

L'accord-cadre comprend 2 types de prestations :

- Des prestations à prix global et forfaitaire
- Des prestations complémentaires hors forfait à bon de commandes

3.1.1. Prestations à prix global et forfaitaire

Les prestations forfaitaires dues au titre du présent accord-cadre incluent systématiquement l'entretien courant P2 des installations électriques concernées.

Ces prestations P2 sont assimilables aux prestations de maintenance normalisée de niveaux 1 à 4 inclus (selon la norme AFNOR FD X 60-000 de Mai 2002).

Pour mémoire, les définitions des différents niveaux de maintenance normalisés, suivant la norme FDX-60-000 de Mai 2002, sont les suivants :

- Maintenance de Niveau 1 : Actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien.
Ce type d'opération doit être effectué par l'utilisateur du bien (ici le titulaire) avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés au bien et à l'aide des instructions d'utilisation.
- Maintenance de Niveau 2 : Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simple.
Ce type d'actions de maintenance est effectué par un personnel qualifié avec les procédures détaillées et les équipements de soutien définis dans les instructions de maintenance.
Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.
- Maintenance de Niveau 3 : Opérations qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes.
Ce type d'opération de maintenance peut être effectué par un technicien qualifié, à l'aide de procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.
- Maintenance de Niveau 4 : Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés.
Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée à l'aide de toutes instructions de maintenance générales ou particulières.
- Maintenance de Niveau 5 : Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriels.

Par définition, ce type d'opérations de maintenance (rénovation, reconstruction, etc.) est effectué par le constructeur ou par un service ou société spécialisée avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication du bien concerné.

Les prestations faisant l'objet de la partie forfaitaire du présent accord-cadre comprennent donc les prestations d'entretien courant, de maintenance et de dépannage des installations électriques, y compris la main d'œuvre, les frais de déplacement, les petites fournitures et les matières consommables.

Sont incluses au forfait, toutes les interventions nécessitant la fourniture d'un composant dont le montant unitaire HT d'achat (pièces de rechange, autres services, etc.) est inférieur ou égal à 50 € HT pièce unitaire (prix net, avant application du coefficient de majoration contractuel).

NOTA : Dès lors que la pièce est exclue du forfait P2, la main d'œuvre nécessaire à son remplacement est exclue du forfait P2.

Au-delà de ce seuil de 50 € HT pièce unitaire, se reporter à l'article 3.1.2 "Prestations complémentaires hors forfait".

Fournitures de produits consommables

Dans le cadre de son forfait, le titulaire doit fournir l'ensemble des ingrédients et produits consommables, quel que soit leur prix unitaire, à savoir :

Produits pour maintenance d'équipements électriques :

- ampoules et diodes pour voyants (armoires et coffrets électriques)
- cosses et fusibles électriques

Produits divers :

- graisses et produits des graissages spécifiques
- colles
- chiffons
- décapant, dégrissant, dégraissant
- joints, circlips, visserie, boulonnerie courante
- peintures et agents protecteurs
- visserie, boulons, joints
- colliers et accessoires de fixation
- ampoules et diodes pour voyants (armoires et coffrets électriques)
- plastrons en façade des tableaux électriques
- petite filerie pour câblage à l'intérieur des tableaux électriques
- cosses et fusibles électriques
- connecteurs type WAGO ou similaire
- piles électriques
- peinture et produits de nettoyage
- étiquettes
- et tout autre produit, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire aux opérations de maintenance ou au bon fonctionnement des équipements électriques
- toutes les fournitures dont le montant unitaires est inférieur ou égal à 50 € HT pièce unitaire (prix net, avant application du coefficient de majoration contractuel)

3.1.2. Prestations complémentaires hors forfait

Des prestations complémentaires peuvent être confiées au titulaire dans le cadre de la partie hors forfait de l'accord-cadre.

Ces prestations peuvent porter sur :

- Des interventions correctives qui nécessitent la fourniture de consommables ou de pièces détachées qui ne sont pas dus dans le cadre de la partie forfaitaire
- des travaux de rénovation ou d'amélioration des installations
- des travaux de mise en conformité
- la mise à disposition temporaire ou la location de matériels destinés à un usage limité dans le temps (matériel de secours ou répondant à un besoin ponctuel)

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements, à la suite d'une défaillance, dans le respect des normes en vigueur et le niveau de performances donné par le fabricant.

Les prestations de maintenance correctives à bons de commandes sont entendues comme des prestations correctives liées aux équipements du périmètre du présent accord-cadre mais nécessitant la mise en œuvre de pièces détachées, équipements ou éléments non énumérés dans les prix contractuels du marché. Ces prestations sont rémunérées sur la base des prix fixés au BPU.

Les prestations de maintenance corrective font l'objet d'un devis détaillé (déplacement, main d'œuvre, fournitures, heure d'arrivée et de départ de l'intervention). Ces devis seront validés par des bons de commandes. A noter que l'intervention de « diagnostic », qui permet d'établir le devis, ne donne lieu à aucune facturation.

Lorsqu'en cours d'exécution, le titulaire du contrat constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, il doit en informer et demander l'accord du représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Réception des prestations complémentaires hors forfait

D'une manière générale, le titulaire informe la Caisse d'Allocations Familiales du Var à la fin de l'intervention et transmet la fiche d'intervention correspondante. Une vérification pourra alors être effectuée en présence la Caisse d'Allocations Familiales du Var ou son représentant. Elle portera notamment sur :

- la bonne mise en œuvre des installations
- le respect des normes et règlements
- la remise en état de propreté des lieux
- les essais de fonctionnement

Dans le cas où des manquements vis-à-vis des exigences techniques et des prestations commandées sont constatés, une réserve associée à un délai est émise sur la fiche d'intervention. Au-delà du délai fixé, les pénalités prévues à l'article 7.3 du CCAP, seront applicables.

3.2. MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES HAUTE TENSION ET ONDULEUR

3.2.1. Prestation 1 : Equipements électriques HTA

Les prestations de maintenance préventive sur les matériels, équipements et installations devront être de niveau 1 à 4 selon la norme AFNOR FDX 60-000 et conformes au descriptif suivant :

Maintenance annuelle :

LOCAL TECHNIQUE

Vérification générale (accès, caniveaux, grilles de ventilation...),

Vérification des accessoires de sécurité réglementaire.

Vérification de la présence des accessoires de manœuvre

Contrôle du fonctionnement de la tête perche (VAT)

Contrôle du fonctionnement de la perche (VAT)

Consignation et mise à la terre (cellule, transformateur, TGBT)

Contrôle des points de verrouillages

Contrôle des dispositifs de mise à la terre

Recherche des points durs

Transformateurs :

Dépoussiérage

Contrôle du serrage des connexions BT

Contrôle des fixations et de l'état des câbles

Contrôle des DGPT2 et des reports d'alarme GTB

Prélèvement et analyse d'huile des transformateurs

Cellules HT :

Vérification de l'état de propreté des isolants, dépoussiérage

Dépoussiérage général de la cellule

Lubrification si nécessaire des pièces à frottement métal sur métal

Contrôle du serrage des connexions

Contrôle des réglages et des protections

Contrôle des systèmes de mesure

Contrôle des automates et de leurs alimentations

Remplacement des piles de sauvegarde

Test des reports d'alarme GTB

Ces listes d'opérations de maintenance sont données à titre purement indicatif et ne sont donc pas exhaustives.

Les gammes de maintenance de chaque matériel, équipement et installation doivent dans tous les cas respecter les préconisations du fabricant.

3.2.2. Prestation 2 : Onduleur(s)

Les prestations de maintenance préventive sur les onduleurs sont les suivantes

Maintenance Annuelle des onduleurs :

- Vérification générale du local, vérification des accessoires de sécurité réglementaire
- Nettoyage et dépoussiérage complet
- Contrôle de l'alimentation
- Contrôle des alarmes et des sécurités,
- Contrôle de l'électronique onduleur,

- Contrôle de la ventilation, contrôle du bon fonctionnement de l'écran clavier,
- Contrôles mécaniques et contrôles visuels,
- Contrôle de l'intensité
- Contrôle des tensions de sortie
- Contrôle de la fréquence et des harmoniques
- Contrôle des appareils de mesure (A / V)
- Contrôle, nettoyage et graissage si nécessaire des bornes des éléments de batteries
- Vérification des reports GTB
- Essai de décharge : Contrôle du temps de décharge à la puissance nominale

Ces listes d'opérations de maintenance sont données à titre purement indicatif et ne sont donc pas exhaustives.

Les gammes de maintenance de chaque matériel, équipement et installation doivent dans tous les cas respecter les préconisations du fabricant.

D'une manière générale, sont effectuées les prestations nécessaires au bon fonctionnement des différentes installations qui assurent de ce fait la fiabilité de ces dernières.

Ces visites ont pour objet de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des installations à un niveau proche de celui des performances initiales.

3.2.3. Contrôles réglementaires

Le titulaire assiste la Caisse d'Allocations Familiales du Var au cours des visites réglementaires effectuées par tout organisme de contrôle ou expert agréé.

Ces contrôles réglementaires sont à la charge de la Caisse d'Allocations Familiales du Var et sont effectuées par les organismes agréés de son choix. Ils portent sur les équipements et installations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Sont notamment visés :

- Le contrôle annuel réglementaire des installations électriques conformément au Règlement de sécurité ERP art. EL 19 (arrêté du 24 septembre 2009)
- Le contrôle annuel réglementaire des installations électriques conformément au Code du travail (art.4226-16) et Arrêté du 26 décembre 2011 Cette assistance inclut en particulier :
 - la mise à sa disposition de personnel compétent et les moyens nécessaires pour faciliter la visite
 - la préparation des équipements pour qu'ils puissent être visités
 - l'accompagnement sur site du contrôleur technique ou de l'expert
 - la réalisation des manœuvres nécessaires sur les équipements
 - le suivi des levées de réserves ou observations formulées par le contrôleur technique ou l'expert (dans le cas de travaux entrant dans le périmètre d'activité du titulaire)

Le titulaire sera également chargé de lever les réserves ou observations éventuellement formulées par l'organisme ayant réalisé le contrôle, dans le cadre de prestations hors forfait prévues à l'article 3.1.2.